
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 18/3 (1991)

DOI: 10.11588/fr.1991.3.57021

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

afin d'obtenir le maintien de ses publications, les unes sous un nouveau titre, les autres sous leur titre antérieur, en tout cas sous le couvert de sociétés appartenant à Locher«, étant entendu que les dirigeants FFI contactés disposeraient de participations dans les nouvelles sociétés.

Finalement, le conseiller économique de *Mundus*, qui était français, se déclara prêt à prendre en charge les intérêts d'édition allemands à Paris; le 17 août, on arrêta les dispositions nécessaires au transfert de la société, cependant que les collaborateurs français les plus compromis recevaient des visas pour l'Allemagne. D'après Longerich, il semble bien qu'à cette date – et sans doute jusqu'au début de septembre 1944 – une partie au moins des dirigeants de *Mundus* et de la division de la presse aient gardé, malgré l'évacuation de la France, l'espoir de »contrebalancer les influences anglo-américaines qui pourraient s'exercer à Paris sur le groupe« et de maintenir »une influence occulte« sur les directeurs d'édition et les rédacteurs en chef parisiens.

De tels épisodes ne doivent pas éclipser l'essentiel, je veux dire le conflit bureaucratique que Ribbentrop et ses sous-fuhrers conquérants livraient à Goebbels. Ainsi que l'auteur le souligne, l'esprit de conquête aura été, à tous les échelons, un des traits de l'administration nationale-socialiste, ce qui le conduit à s'interroger, comme tant d'historiens allemands, sur les mécanismes du pouvoir et sur les prises de décision dans le Reich hitlérien. Comment tant de désordres et de conflits se conciliaient-ils avec le pouvoir absolu d'Hitler? Comment les éléments »monocratiques« se conjuguèrent-ils avec les éléments »polycratiques«? A ces questions, il s'efforce d'apporter des réponses.

Son analyse prouve qu'au moins dans le secteur de la propagande extérieure – qui était important, mais non pas vital aux yeux d'Hitler – des structures »polycratiques« ont existé non seulement au sommet de l'Etat, mais aux différents niveaux de l'appareil. L'extraordinaire manque de méthode d'Hitler dans la conduite des affaires publiques, ses réponses orales ambiguës et parfois contradictoires aux questions qu'on lui posait, laissaient une énorme marge de flou à l'interprétation. A fortiori, sa décision de septembre 1939 de ne prêter l'oreille à aucune plainte relative aux conflits de compétence en matière de propagande étrangère ne pouvait que laisser le champ libre aux rivalités.

Longerich montre avec beaucoup de subtilité comment chaque hiérarque ainsi que les plus hardis de leurs subordonnés en profitaient pour se réclamer de »la volonté de Fuhrer«, qu'elle fût réelle, supposée ou totalement imaginaire. Il se garde de déduire du fonctionnement de rivalités et de situations chaotiques dans l'appareil hitlérien de domination que l'autorité d'Hitler comportait des limitations. Il se contente d'affirmer que les formes selon lesquelles se manifestait la dynamique de la machine hitlérienne ont été dans une large mesure déterminées par les membres de l'appareil dirigeant, par leur volonté de puissance et leurs conflits.

A en juger seulement par le secteur de la propagande, l'exemple de l'*Auswärtiges Amt* est probant.

Jean-Louis CRÉMIEUX-BRILHAC, Paris

Bernhard R. KROENER, Rolf-Dieter MÜLLER, Hans UMBREIT, *Organisation und Mobilisierung des deutschen Machtbereichs. Erster Halbband: Kriegsverwaltung, Wirtschaft und personelle Ressourcen, 1939–1941*, Stuttgart (DVA) 1988, XI–1061 p. (*Das Deutsche Reich und der Zweite Weltkrieg*, 5/1).

Cet ouvrage est le premier tome du cinquième volume de la série »Le Reich allemand et la Deuxième Guerre mondiale«, publié comme les précédents par le département de recherche d'Histoire militaire de Fribourg, sous la direction de Wilhelm Deist. Le premier volume, paru en 1979, d'une série qui comportera douze ouvrages, mettait déjà l'accent sur les modifications

intervenues dans la conduite de la guerre hitlérienne, au cours du conflit. Se fondant sur un dépouillement approfondi d'archives essentiellement allemandes mais également françaises, anglaises et américaines, cet ouvrage d'un niveau scientifique élevé, renouvelle l'approche des trois sujets traités successivement jusqu'à la fin de l'année 1941, cette date constituant une césure profonde. Hans UMBREIT a traité la première partie intitulée »Sur la voie de la domination continentale« (p. 3-345); la seconde »La mobilisation de l'économie allemande pour la conduite de la guerre hitlérienne« est due à Rolf-Dieter MÜLLER et la troisième »Les ressources humaines du III^e Reich, objet de tensions entre Wehrmacht, bureaucratie et économie de guerre, 1939-1942« à Bernhard KROENER. Cette dernière partie est illustrée par une masse impressionnante de cartes, tableaux chiffrés et diagrammes sur le marché du travail, les effectifs, la structure et le déploiement de l'armée d'active et de la réserve, les pertes et la relève.

Hans UMBREIT avait déjà étudié la France occupée dans l'ouvrage intitulé »Der Militärbefehlshaber in Frankreich 1940-1944« (1968), ainsi que l'occupation militaire de la Tchécoslovaquie et de la Pologne (1977). Son étude de l'occupation des différents pays européens et d'une partie de l'Union Soviétique est réalisée à la lumière de trois de ses composantes essentielles: le maintien de l'ordre par la police et l'armée, l'exploitation des ressources économiques, financières et humaines, les fondements idéologiques raciaux de la politique d'occupation allemande. L'accent est mis, de ce fait, sur la complexité et la multiplicité des aspects de cette dernière, sur les intentions et les conceptions des administrations centrales et des organismes qui en furent responsables, sur la politique journalière de l'occupation, enfin sur les structures administratives mises en place, à l'aide de précieux organigrammes. A cet égard, l'auteur prend soin de consacrer un chapitre spécial aux territoires annexés *de jure* et *de facto* dans lesquels fut créé un ample appareil administratif relativement bien doté en personnel.

La puissance occupante exerça directement le pouvoir à des degrés divers, selon les pays. Cet exercice du pouvoir doit être replacé, par ailleurs, dans le cadre du *Führerstaat* polycratique. Ainsi, les rivalités qui régnaient dans le Reich au niveau le plus élevé des instances du parti et du gouvernement, s'exacerbèrent dans les pays occupés. Les SS et les organismes du parti se servirent de ceux-ci pour étendre leur domination. Au total, cet exercice du pouvoir »chaotique« fut en contradiction flagrante avec les visées hégémoniques du Reich. Cette politique allemande qui engendra des conditions de vie plus que difficiles pour les populations occupées et menaça leurs existences mêmes, fut souvent dictée, en effet, par l'improvisation. Les carences de l'organisation devinrent patentées. Les administrations centrales militaires auxquelles incombait traditionnellement l'exercice du pouvoir exécutif dans les territoires occupés, éprouvèrent, de ce fait, une répugnance croissante à l'égard de ces tâches et acceptèrent d'autant plus volontiers l'idée des dirigeants politiques, de confier l'administration aux organismes civils. Les administrations militaires furent ainsi maintenues en place par nécessité, là où la situation militaire l'exigeait. Les structures de l'administration civile différèrent, par ailleurs, selon les pays. Elles ne reflétaient pas seulement les conceptions politiques de l'occupant. Des décisions »ad hoc«, des considérations d'utilité momentanée, des arrière-pensées politiques, le »classement« des populations selon les critères raciaux ou les besoins de la conduite de la guerre entrèrent également en jeu. Aussi, les structures évoluèrent-elles au cours du conflit. Dans quelques commissariats du Reich qui présentaient un intérêt majeur pour les Allemands, la politique plus »attirante« poursuivie dans l'Europe occidentale et septentrionale peut être, cependant, opposée aux méthodes »coloniales« sans scrupules pratiquées en Pologne et en Union Soviétique. Avec les difficultés croissantes engendrées par la prolongation du conflit, les différences s'estompèrent néanmoins. Quand la situation militaire du Reich se compliqua, les régimes d'occupation furent de plus en plus absorbés par les problèmes internes et le souci de se protéger contre les interventions des administrations centrales berlinoises qui exerçaient une influence accrue sur les territoires occupés.

Deux facteurs jouèrent par ailleurs un rôle important et conjoint: le sort à venir des territoires occupés et les critères raciaux. Les territoires annexés *de facto* et *de jure* traités comme des territoires du Reich présents ou futurs, connurent la déportation des populations »inutiles« ou même menaçantes pour la domination allemande. Dans le futur »espace vital« les premières assises de cette dernière furent assurées par la suppression des structures existantes et l'assassinat de minorités sociales, intellectuelles et »raciales«. Dans les autres territoires occupés où de telles mesures apparaissaient moins urgentes et où les populations étaient plus »appréciées« sur le plan racial, l'occupant tenta de ménager l'avenir en exerçant son influence sur l'administration et l'économie, tout en réprimant brutalement toute résistance et en exploitant leurs ressources à son propre usage. La propagande allemande s'assura le contrôle des mass-media de l'époque et tenta d'instaurer une hégémonie culturelle. Dans tous les territoires occupés, la population juive dûment enregistrée subit un traitement discriminatoire et fut vouée à la déportation et à l'anéantissement là où les circonstances le permettaient.

Devenus un objet de haine, les occupants durent se borner à assurer la sécurité de leurs troupes et à extraire du pays occupé, les matières premières, les produits finis, les moyens financiers et la main d'œuvre dont ils avaient besoin. Cette évolution était cependant nuisible à la bonne marche de l'économie de guerre et le sort du conflit devait dépendre de la capacité du régime à mobiliser ses ressources propres. Un organisme central capable de formuler et de faire exécuter un programme de guerre à long terme faisait néanmoins défaut, bien que la Wehrmacht se fût assurée une position dominante dans l'industrie de l'armement. Ses dirigeants n'étaient cependant pas en mesure de définir et de représenter des intérêts communs aux trois armes. Aux rivalités traditionnelles qui les opposaient, s'ajoutaient des conceptions irréalistes sur la modernisation des forces armées. Le dirigisme de la »Kommandowirtschaft« militaire se heurtait, de plus, partout à une opposition à l'intérieur même du système national-socialiste et ne pouvait constituer le fondement d'une économie planifiée étatique. Il y eut, en outre, une stagnation de la production, les mécanismes du marché ayant été mis en partie hors-circuit sans être remplacés par une autre impulsion. La »militarisation« de l'économie échoua non seulement par la volonté du Führer, mais également en raison de l'opposition du parti, de l'appareil de l'Etat et de l'économie privée elle-même, qui avait des motifs suffisants pour résister à la pression d'une mobilisation totale aussi longtemps que possible.

En fait, les dirigeants du Reich »tâtonnèrent« deux ans avant de reconnaître l'importance des facteurs économiques dans la conduite d'une guerre moderne et seul le tournant du conflit en décembre 1941, libéra les énergies nécessaires à la réalisation d'un »changement de cours« dans l'économie de guerre. Ces »tâtonnements« et leurs raisons dans le cadre desquels sont replacés l'ascension et le rôle de Todt sont particulièrement bien analysés dans cet ouvrage. Fritz Todt bénéficiait de la confiance du Führer et exerçait une grande influence dans le parti, ainsi que sur les organismes professionnels des ingénieurs allemands. Il négocia longuement avec les industriels sur le contrôle des prix, la répartition des commandes et l'allocation des matières premières. L'organisation qu'il dirigeait, quand il eût été nommé Ministre de l'armement et des munitions, le 17 mars 1940, était souple. Elle reposait sur l'existence de chargés de mission dans les régions militaires et de multiples commissions et comités consultatifs. La production de certains types d'armement s'accrut notablement. Cependant, l'absence d'une centralisation de la planification et de la direction de l'économie de guerre se faisait cruellement sentir. Le ministère de l'armement coexistait avec la bureaucratie militaire qui tenta de freiner pendant 18 mois l'ascension de Todt qui demeura cantonné dans le domaine de la production. A la veille de sa disparition accidentelle (8 février 1942) Todt envisageait un plan de réorganisation de l'économie de guerre fondé sur un système de prix fixes et l'extension des commissions. Ceci signifiait l'apparition d'un système nouveau de planification et de direction de l'économie de guerre qui devait s'épanouir avec le successeur de Todt, Albert Speer. Le mérite de ce dernier,

fut de recueillir et de développer l'héritage de Todt, dont l'action avait constitué une étape sur la voie du long processus d'adaptation subi par les structures dirigeantes du III^e Reich pendant la guerre.

Forts de l'expérience de l'hiver 1917 et de la révolution de 1918, Hitler et les dirigeants régionaux du parti s'étaient refusés à ordonner la mobilisation totale de l'ensemble des forces de la nation, ne pouvant se résoudre à sacrifier les besoins de la population civile. Le chiffre de 4 556 000 hommes mobilisés par la Wehrmacht, au 1^{er} septembre 1939, ne doit, de ce fait, pas abuser. Le réarmement n'était pas achevé. L'infanterie manquait par exemple de lanceurs de grenades et la Luftwaffe capable de remporter des succès spectaculaires était mal préparée à une guerre aérienne stratégique contre les Îles Britanniques. En ce qui concernait les effectifs, le problème essentiel était celui de la relève. Le recours accru aux prisonniers de guerre et au travail forcé issus des territoires occupés, permit de libérer un nombre accru d'Allemands pour la Wehrmacht qui ne fut cependant pas en mesure de compenser les pertes qui se multiplièrent sur le front de l'Est, à partir de l'Automne 1941. Dès ce moment, commença à se dessiner l'épuisement des ressources humaines du III^e Reich.

La politique poursuivie jusqu'alors, en matière de main-d'œuvre, et destinée notamment à éviter le chômage engendré par la mobilisation dans certaines régions, en 1914, fut à l'origine de besoins exceptionnellement élevés en ouvriers qualifiés.

La répartition des réserves humaines disponibles, fut à l'origine d'une aggravation du conflit d'intérêts, préexistant à la guerre, entre la Wehrmacht, la bureaucratie des services économiques et l'organisation du parti.

A l'époque de la campagne de l'Ouest, un conflit interne, portant sur l'utilisation du potentiel humain se développa dans la Wehrmacht entre »Technokraten« et »Operateuren«. La victoire à l'Ouest confirma les vues des seconds, préférant former dans le cas d'une guerre de mouvement, un nombre limité de divisions offensives d'un niveau technique élevé et dotées d'hommes jeunes. Ce principe s'exprima dans la préparation de l'opération *Barbarossa* conçue pour la première fois, depuis le début de la guerre, comme une »guerre éclair«. Un terme précis était, de ce fait, assigné à cette campagne et il était prévu de soustraire à l'armée 300 000 ouvriers qualifiés à l'automne 1940. Toutefois, à la mi-janvier 1941, seul un tiers des ouvriers mis en congé, était parvenu dans les entreprises. Sur place, en effet, l'instruction des troupes prenait du temps et celles-ci s'opposèrent avec succès à ces mises en congé. Elles retardaient ainsi l'approvisionnement de l'armée de l'Est en véhicules et en matériel lourd, réduisant par là même l'instruction militaire dans de nombreuses unités, par manque de matériel. Cette leçon ne porta pas. Un nouveau programme de mise en congé plus étendu fut prévu pour l'hiver 1941/1942. En janvier 1942, Thomas, Todt et Fromm se résolurent à une action commune afin d'inciter Hitler à infléchir les décisions prises durant l'été 1941.

La question de la main d'œuvre prit alors un tour nouveau. Le recrutement accru d'ouvriers étrangers, l'emploi sur une large échelle des prisonniers de guerre, surtout français, dans l'industrie d'armement et des Russes dans l'agriculture, constituèrent un prélude à la »guerre totale«. Avec Speer sonna définitivement l'heure de la perte du pouvoir de l'organisation économique militaire qui avait déjà perdu une part de son influence à l'époque de Todt.

Les Allemands n'avaient pas su utiliser leur supériorité militaire initiale sur le continent européen, notamment leur avance dans le domaine de l'armement, pour développer une conception politique acceptable pour les populations assujetties à leur domination. Seule la conjonction de facteurs extérieurs favorables laissa au régime national-socialiste, tout au moins jusqu'en 1941, une large marge de manœuvre qui lui permit de se dérober aux exigences de la guerre moderne.

Nicole PIÉTRI, Neuilly-sur-Seine